

unité départementale d'Ille et Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 1er juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)**

ZI de la Brohinière  
BP 24  
35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE

Référence dossier AIOT : 00055.03525

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC) implanté ZI de la Brohinière BP 24 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALLIANCE OUEST CEREALES (AOC)
- ZI de la Brohinière BP 24 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005503525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Les installations de la société AOC TRANSIT ont été autorisées par arrêté préfectoral du 09 juillet 1998 modifié par arrêté complémentaire du 08 février 2007.

Les installations comprennent:

- 1 silo vertical de capacité totale de 135 000 m<sup>3</sup> (classement 2160-2 à autorisation) comprenant plusieurs cellules ouvertes, un hall de réception (3 fosses) et une tour de manutention;  
Les cellules ouvertes sont constituées de : 2 grandes cellules (C1 et C2) d'environ 50 000 t de produits, 3 moyennes cellules (C3, C4 et C5) d'environ 7 000 t de produits et 8 petites cellules (A1 à A8) d'environ 400 t à 800 t de produits.
- 1 silo plat de capacité totale de 40 000 m<sup>3</sup> (classement 2160-1 à enregistrement);
- 1 séchoir.

## **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

L'inspection inopinée réalisée s'inscrit dans le cadre de l'action régionale portant sur le contrôle inopiné des silos et des installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables, classées à autorisation au titre de la rubrique 2160 de la nomenclature des installations classées.

Un courrier d'information précisant le cadre de cette action ainsi que l'éventualité d'une inspection inopinée du site a été transmis à l'exploitant le 8 février 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre II - article 3 (formation du personnel)	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 2 <sup>ème</sup> alinéa	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Préfectoral du 08/02/2007, article 2-2. Poussières	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 3 <sup>ème</sup> alinea	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 4 <sup>ème</sup> alinea	/	Sans objet
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 1 <sup>er</sup> alinéa	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette visite de contrôle, l'inspection des installations classées a relevé huit constats dont sept, portant sur la formation en matière de risques liés à l'empoussièrement, sur l'état d'empoussièrement de certaines installations ainsi que sur les dispositions mises en oeuvre en termes de modalités de nettoyage du site, qui sont susceptibles de faire l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet, selon les éléments de réponse complémentaires que l'exploitant apportera.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre II - article 3 (formation du personnel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
<b>Constats :</b>  L'inspection inopinée a été réalisée en présence de l'adjoint au responsable du site sur la première partie de la visite puis du directeur du site.  Les justificatifs attestant que les salariés ont reçu une formation sur le thème du risque incendie et explosion, par l'organisme DEKRA en 2015 puis par l'IFOPSE en 2018 ont été fournis. Un recyclage est également prévu pour fin 2022.
<b>Observations :</b>  <b>La formation dispensée au personnel doit être complétée par une présentation spécifique des risques liés à l'empoussièrement dans les silos et les mesures de prévention associées, en incluant une présentation des moyens et des dispositifs propres au site.</b>  <b>La présentation du cadre réglementaire (précisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site et dans l'arrêté ministériel du 29/03/2004 applicable aux silos soumis au régime de l'autorisation) pourrait utilement servir de support et de référence à cette formation.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 12 (Nettoyage des aires de chargement et de déchargement des produits)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de chargement et de déchargement des produits sont situées en dehors des capacités de stockage.(...)  Les aires de chargement et de déchargement sont : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit suffisamment ventilées de manière à éviter une concentration de poussières de 50 g/m3 (cette solution ne peut être adoptée que si elle ne crée pas de gêne pour le voisinage ou de nuisance pour les milieux sensibles);</li><li>- soit munies de systèmes de captage de poussières, de dépoussiérage et de filtration.</li></ul> Ces aires doivent être régulièrement nettoyées.
<b>Constats :</b>  Le hall de réception abrite 3 fosses de déchargement situées en dehors des capacités de stockage, en mitoyenneté de la tour de manutention. Elles sont équipées d'un système d'aspiration centralisé de poussières. Ce hall est par ailleurs ouvert de part et d'autre en façade pendant les heures d'exploitation, ce qui minimise le risque de confinement de poussières. Le sol au niveau de ces fosses n'est pas empoussiéré.  Des opérations de chargement de camions sont également réalisées dans ce hall, qui génèrent beaucoup de poussières en sortie de certains boisseaux (B1 et B2 notamment) ou du fait de l'utilisation d'une chargeuse. De la poussière a ainsi été observée aux alentours de ces zones de chargement, au sol, au niveau des bardages ainsi que sur les escaliers et la passerelle menant aux bureaux de la logistique. Pendant les heures d'exploitation, une ventilation naturelle des aires de chargement est assurée par les ouvertures de part et d'autre du hall en façade.  L'exploitant a précisé qu'afin d'abattre les poussières lors du chargement des produits dans les camions, une brumisation était en cours d'installation, pour expérimentation dans un premier temps, afin d'en valider son efficacité. Si son efficacité est prouvée, ce dispositif sera installé de manière pérenne au cours de l'été 2022. Cette brumisation serait également installée au niveau des fosses de réception.  De plus, l'exploitant a passé commande auprès de la société ALTIPLUS afin qu'une intervention de nettoyage du hall soit réalisée au 08/06/22.
<b>Observations :</b>  <b>L'exploitant doit indiquer les dispositions qu'il compte prendre de manière pérenne afin d'éviter l'empoussièrement du hall de réception lors des opérations de chargement de camions. Il devra notamment préciser si la brumisation prévue sera effectivement mise en place. Dans le cas contraire, il indiquera et mettra en œuvre d'autres types de mesures afin de maintenir ces zones propres.</b>  <b>Le justificatif de nettoyage du hall par la société ALTIPLUS doit être fourni.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 1 <sup>er</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
<b>Constats :</b>  Le contrôle a été réalisé dans l'ensemble des installations relevant de la rubrique 2160 à autorisation (silo plat non concerné).  Un état général de propreté des installations a été constaté à l'exception, comme évoqué précédemment, des aires de chargement et de déchargement dans le hall de réception, pour lesquelles des demandes sont formulées ci-avant auprès de l'exploitant.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 2 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.  Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'une procédure relative aux opérations de nettoyage, laquelle a été complétée à la suite d'échanges avec l'Inspecteur dans les jours qui ont suivi la visite de contrôle.  Celle-ci mentionne : - la fréquence de nettoyage par type d'installation (hall de réception, tours de manutention, passerelles, tunnel, ...) ; - les moyens à utiliser pour le nettoyage.  La date et le type des opérations de nettoyage réalisées sont reportés dans le logiciel de GMAO qui a été consulté par sondage lors de l'inspection.
<b>Observations :</b>  <b>L'exploitant doit veiller à réaliser les opérations de nettoyage conformément à la procédure dédiée et les reporter systématiquement dans le logiciel de GMAO.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/02/2007, article 2-2. Poussières
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Empoussièrement
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) des marquages au sol (témoins indicateurs de poussières) sont placés dans tous les locaux susceptibles de présenter un risque de dépôt de poussières.
<b>Constats :</b>  Les repères au sol permettant d'évaluer l'empoussièrement ne sont pas suffisamment visibles.
<b>Observations :</b>  L'exploitant doit prendre les dispositions afin que le marquage au sol soit visible dans tous les locaux susceptibles de présenter un risque de dépôt de poussières, afin de mieux évaluer le niveau d'empoussièrement au sol.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 3 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
<b>Constats :</b>  Les installations sont équipées de deux circuits d'aspiration, l'un raccordé aux fosses de réception, l'autre installé au niveau de la tour de manutention et des élévateurs.  Les fines de poussière sont récupérées dans un local spécifique à l'extérieur, qui est couvert et accolé au bâtiment abritant les installations.
<b>Observations :</b>  L'exploitant doit transmettre les informations (données constructeurs) permettant de s'assurer que les dispositifs d'aspiration de poussières en présence sur le site présentent les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 13 (Nettoyage des surfaces empoussiérées), 4 <sup>ème</sup> alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.
<b>Constats :</b>  La procédure relative au nettoyage des installations (mise à jour à la suite de la visite d'inspection), indique les différents moyens pouvant être utilisés : balayeuse, aspirateur, balai pour les parties inaccessibles ...
<b>Observations :</b>  L'exploitant doit revoir les modalités de nettoyage afin que le recours au balai reste exceptionnel. L'indication de risque de mise en suspension de poussières pouvant créer la formation d'une atmosphère explosive en cas d'utilisation du balai et de la soufflette doit être mentionnée dans la procédure de nettoyage.  Les dispositions particulières à prendre en cas d'utilisation du balai (à titre d'exemple: nettoyage à réaliser convoyeurs à l'arrêt, interdiction de travaux par point chaud dans les locaux à nettoyer, ...) doivent également figurer dans la procédure de nettoyage.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Prévention des risques présentés par les silos de stockage de céréales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article Titre IV – article 15 (Asservissement circuit de manutention/système d'aspiration)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques et mesures de protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. (...)  Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement: elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. (...)
<b>Constats :</b>  Les installations de manutention (transporteurs à bande majoritairement), situés en milieu confiné ainsi que ceux situés à l'extérieur, sont capotées.  Le dispositif de dépoussiérage est équipé de filtres à manches dotés d'évents débouchant vers l'extérieur.  Les tests d'asservissement suivant ont été réalisés : - test 1: arrêt de l'aspiration centralisée pendant le fonctionnement du transporteur à bande TB 11 ; - test 2: essai du démarrage de l'élévateur E3, l'aspiration étant à l'arrêt.  Dans les deux cas, les tests n'ont pas été concluants dans la mesure où, d'une part, l'arrêt de l'aspiration n'a pas entraîné celui du convoyeur concerné (TB 11) et, d'autre part, l'élévateur E3 a pu démarrer alors que l'aspiration associée était arrêtée.  Le double asservissement n'étant ainsi pas opérationnel, le directeur a appelé, lors de l'inspection, l'installateur du logiciel permettant de suivre le process : après examen des fonctionnalités, l'installateur a confirmé que le paramétrage nécessaire permettant le fonctionnement de ces asservissements n'avait pas été mis en place. Après avoir rapidement passé commande auprès de l'installateur, le paramétrage du double asservissement a été réalisé le 31 mai 2022. Par appel téléphonique et courrier du 02 juin 2022, le directeur confirme, après l'avoir testé, le bon fonctionnement de ce double asservissement.  Un contrôle semestriel du bon fonctionnement de ces asservissements a été intégré dans le planning de contrôle de la maintenance.
<b>Observations :</b>  <b>L'exploitant doit vérifier, par des essais a minima semestriels, que les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet